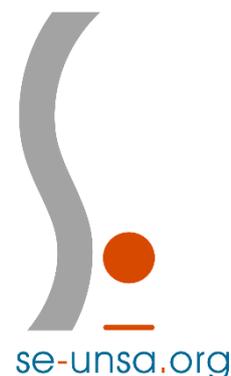


DECLARATION LIMINAIRE DU SE-UNSA DU GARD

CAPD DU 7 AVRIL 2022

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames, Messieurs,



Notre CAPD se tient à seulement quelques jours des élections présidentielles. L'occasion pour le SE-Unsa de dresser un rapide bilan de ces 5 années.

Le SE-Unsa plaide pour une continuité et l'inscription dans le temps long des politiques éducatives, mais force est de constater qu'après 5 années de J-Michel Blanquer, la question de la continuité se pose...

Suppression des aides à la direction d'école, gel du point d'indice, recours aux contractuels, réduction à minima des instances de dialogue social, prime au mérite, pilotage par l'évaluation, formations et méthodes pédagogiques imposées, démantèlement de la formation initiale, enterrement de la réforme des rythmes scolaires...

Pourtant, les enjeux pour l'Ecole Publique, passés au révélateur de la crise sanitaire, n'ont jamais été aussi urgents. Redonner de l'attractivité à notre métier qui manque de vocations, former sur le temps long et sereinement les nouveaux enseignants, former aux nouvelles méthodes pédagogiques, redonner l'envie aux enseignants d'enseigner en leur donnant les outils nécessaires, les conditions optimales et en s'attaquant aux racines du mal : les inégalités sociales. En effet, la France est le pays où les inégalités sociales pèsent le plus sur les destins scolaires.

Je prendrai deux exemples :

- L'Education Nationale consacre 18,8€/ élève en Education Prioritaire quand dans le même temps elle en consacre plus de 840€ / élève en prépa.
- Le Budget de l'éducation prioritaire est depuis des années bloqué à 32 M € quand le marché du soutien scolaire réservé aux plus riches, coûte chaque année plus de 300 M€ à l'état.

Qu'a fait ce gouvernement ou notre Ministre afin ne serait-ce que de rééquilibrer un tant soit peu ce déséquilibre honteux ? Et pourtant, on sait que les résultats scolaires de nos élèves sont fortement corrélés à leur origine sociale et aux revenus de leurs parents. Mais à défaut de traiter des vrais problèmes, il est plus aisé de détourner l'attention à s'adressant directement à l'opinion publique, laissant les équipes se démener, seules, sans aide, confrontées quotidiennement à des difficultés grandissantes, en leur rajoutant toujours plus de contraintes et en les mettant en concurrence.

Si l'on met maintenant en regard les enjeux avec les faits : dynamitage de la réforme du collège qui proposait une bilangue pour tous dès la 5ème au profit du rétablissement de parcours élitistes pour quelques-uns financés sur les dotations pour tous des DHG, coup de grâce porté à la réforme des rythmes scolaires dont l'objectif premier était de mieux répartir les temps d'apprentissage au profit des élèves les plus en difficulté, diminution des bourses d'études versées aux lycéens, réforme du baccalauréat ratée, angoisse des lycéens et de leurs familles quant à l'orientation post bac, et surtout des résultats aux enquêtes internationales qui ne décollent pas. Le gouvernement n'a pas fait le choix de lutter contre les inégalités et la ségrégation sociale qui, jusque dans l'École, minent notre société. Il a choisi de ne pas prendre la mesure du découragement et de l'épuisement des personnels après cinq ans de mise sous tension par son ministre et deux ans de crise sanitaire, de leur ras-le-bol de ne pas être entendus quand ils disent la difficulté du métier, de leur besoin d'être revalorisés symboliquement et financièrement pour ce qu'ils font déjà.

Nous résistons malgré le mépris de notre gouvernement envers les organisations syndicales et les élus du personnel : nous ne siégeons plus pour les opérations de mutations ni pour celles de promotions. Plus de transparence, l'opacité devient complète. Les CAPD sont vouées à disparaître mais nous ne cesserons pas d'accompagner et de conseiller nos collègues.

Pour entrer dans l'ordre du jour, nous nous inquiétons du faible nombre de congés de formation acceptés ; laissant sans réponse quelquefois pour la 4e année consécutive, de trop nombreux projets de mobilité et d'évolution professionnelle. Il reste donc toujours aussi difficile de faire évoluer sa vie professionnelle à l'Education Nationale. Le congé de formation est une démarche personnelle et restreindre encore plus les possibilités de formations choisies, déjà réduites à peau de chagrin, est inacceptable et profondément injuste.

Au SE-Unsa, nous avons toujours eu une démarche constructive, dans l'intérêt de tous, personnels et service public d'éducation. Nous avons toujours apporté notre expertise complémentaire sur les sujets traités en CAPD. Nous souhaitons continuer à faire ce travail utile à tous. Parce que l'amélioration de la situation des personnels par le biais de nos interventions, grâce à une connaissance fine des situations que l'administration ne peut pas toujours dominer, est profitable au collègue comme à son institution. Il n'est pas admissible qu'en tant que représentants des personnels, nous ne soyons plus en mesure de représenter correctement ces personnels.

En conclusion, nous, au SE-Unsa, nous opposons résolument à une logique comptable et défendons haut et fort le droit des personnels à une mobilité qu'ils choisissent face à une administration qui s'éloigne clairement de l'humain.

Je vous remercie pour votre attention.